



Compte rendu du conseil municipal du 3 novembre 2016

Le trois novembre deux mille seize le Conseil Municipal d'Ambérieux d'Azergues, dûment convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur PERSIN, Maire, en session ordinaire.

Etaient Présents : Mesdames et Messieurs : CLERC Isabelle - DAOUST Séverine - DELAS Patrick - DOBROWOLSKI Fabrice - DUPERRON Jean-Pierre - GIRIN Damien - LEBLANC Jean - LEPAUX Claude - LOTH-GUILLON Dolorès - PATIN Franck - PERSIN Alain - RANCON Nathalie - ROSTAING TAYARD Patrice.

Excusé : BRENNER Jean-François

Pouvoir : BRENNER Jean-François à LEPAUX Claude

Secrétaire : Madame CLERC Isabelle

Le Maire souhaite la bienvenue à l'Assemblée.

Le compte-rendu du conseil municipal en date du 06 octobre 2016 est approuvé à l'unanimité des présents.

Ordre du Jour :

1. **D.I.A (3 demandes)**
2. **Délibération nouveau Receveur de la Trésorerie « Mme DECOOPMAN » et indemnités**
3. **PLU : « Débat sur les Orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) »**
4. **Questions diverses**

1 – D .I.A (3 demandes)

Monsieur le Maire présente la déclaration d'intention d'aliéner pour la vente de la parcelle de Mr RAPOUD Georges, cadastrée AB n° 468 (après la division des parcelles AB n° 417 et 419), située « Le Bourg à Ambérieux d'Azergues ». Le prix de la vente est de 145 000 Euros.

Le conseil municipal ne souhaite pas préempter.

Monsieur le Maire présente la déclaration d'intention d'aliéner pour la vente de la parcelle de Mr RAPOUD Georges, cadastrée AB n° 469 (après la division de la parcelle AB n° 417), située « Le Bourg à Ambérieux d'Azergues ». Le prix de la vente est de 160 000 Euros.

Le conseil municipal ne souhaite pas préempter.

Monsieur le Maire présente la déclaration d'intention d'aliéner pour la vente de la parcelle de Mr ROUX Marcel Etienne, cadastrée AB n° 109, située « Le Bourg à Ambérieux d'azergues ». Le prix de la vente est de 140 000 Euros.

Le conseil municipal ne souhaite pas préempter.

2 – Délibération nouveau Receveur de la Trésorerie « Mme DECOOPMAN » et indemnités

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'en application des dispositions de l'article 97 de la loi 82/216 du 2 mars 1982 et du décret 82/979 du 19 novembre 1982 et un arrêté en date du 16 décembre 1983, le receveur nouvellement nommée a le droit à une indemnité conseil comme son prédécesseur.

Il donne lecture de l'état liquidatif de l'indemnité de conseil envoyé par Mme DECOOPMAN.

Le conseil municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir délibéré,

→ **décide** d'allouer une indemnité de conseil au taux de 100% à compter de l'année 2016.

3 – PLU : « Débat sur les Orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) »

Monsieur le Maire informe de l'avancement des travaux du PLU, le Cabinet URBA 2P en a fait une synthèse présentée suivant les différentes thématiques liées aux principaux axes du PADD, projet d'aménagement et de développement durables. Le document projeté en support de la séance du Conseil municipal (annexé au présent compte-rendu) est distribué à chaque participant afin de suivre les explications de Mr. Lepaux qui va en faire la lecture et permettra d'ouvrir le débat.

Sur la procédure de révision et le contenu du POS, des questions sont posées sur les délais de réalisation. Des explications sont données sur les réunions en journée quand il s'agit de la présence des personnes publiques associées. Le planning est repris et accepté par l'ensemble du Conseil.

Sur la partie des objectifs, les participants sont rassurés sur l'ensemble du projet qui conserve un caractère agricole au territoire communal, tout en développant raisonnablement le village, notamment en permettant une augmentation progressive de la population assurant la pérennité des équipements publics notamment scolaires.

Les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de la lutte contre l'étalement urbain déclenchent des questions de la part de toute l'assemblée, sur l'équilibre entre les espaces naturels, les espaces agricoles et le développement urbain. Nous reprenons sur le document revus précédemment tous les éléments chiffrés (Evolution population, préservation des espaces naturels ...etc...). On arrive au constat suivant : le PLU dans le cadre de l'habitat est en harmonie avec l'orientation qui a été donnée ces 15 dernières années, on est dans le cadre d'une évolution continue. Les chiffres correspondent au projet défini ; le zonage sera dimensionné pour répondre aux seuls besoins des 10 prochaines années suivant l'approbation du PLU, soit pour la période de 2017 à fin 2026. Une extension de cette durée pourrait être envisagée pour permettre un projet d'ensemble plus cohérent (à voir dans le cadre des études).

On en arrive aux zones rouges (inondables) qui recouvrent une grande partie d'Ambérieux, les seules ouvertures possibles sont d'une part les dents creuses, regardées avec attention par chaque membre du Conseil et l'extension vers le Sud, seule possibilité. Tout le monde est en accord sur le principe (il est à noter que cette mention avait déjà été débattue et approuvée par l'ensemble du Conseil, comme de nombreux autres grands principes retranscrits dans les orientations générales du PADD). Par contre à ce stade une question revient (Mr Leblanc et Mr Girin) : le plan remis en début de séances ne couvre pas suffisamment le côté Sud. Mr Lepaux s'engage à fournir un nouveau plan conforme à la demande lors du prochain conseil.

Une autre question sur ce plan vient de Mr Delas : peut-on mieux identifier les zones A sur le plan ?

Mr Lepaux donnera une réponse au prochain conseil.

Sur le nombre d'habitations sur les 10 années à venir (environ 60), l'assemblée est d'accord. Par contre, il y a débat sur le « mode d'habiter ». On en conclut qu'il y aura des maisons individuelles mais aussi des logements de type « petit collectif », comme celui déjà construit à Ambérieux (genre collectif de 6 à 8 appartements, le but étant d'offrir la possibilité de vivre à Ambérieux pour toutes les étapes de la vie familiale.

Mr Patin pose la question des logements dits « sociaux » qui doivent représenter 20 % du total, doit-on appliquer cette règle année par année ou sur l'ensemble des 10 prochaines années (durée du PLU) ?

Mr Lepaux donnera une réponse au prochain conseil. Il est à noter qu'il n'y a pas eu de rejet de cette orientation, mais une simple question pratique de « programmation ».

Les orientations liées à la préservation et à la densification du tissu économique, mais aussi de l'environnement n'appellent pas de remarques particulières puisqu'elles confirment des objectifs partagés par les élus de l'équipe, hormis le développement des communications électroniques et numériques dont la Commune n'a pas la maîtrise.

Chacun ayant pu s'exprimer et participer au Débat tenu en séance du Conseil municipal, sur l'ensemble des orientations définies dans le document remis, tout le Conseil a donné son aval à la poursuite du PLU. La prochaine étape consiste à présenter aux Personnes publiques ces orientations, puis à traduire réglementairement le PADD en zones, règles, servitudes, etc.

Pour Conclure, Mr Persin a invité les participants à enrichir le cahier « d'expression libre » tout comme peuvent le faire les habitants, si le besoin s'en faisait sentir.

4 - QUESTIONS DIVERSES

- Monsieur Persin rappelle l'invitation reçu pour le Forum Territorial de la Communauté de Communes du 5 Novembre et qui est destiné à tous les conseillers.
- Les Vœux 2017 de la Communauté de communes se dérouleront le 30/01/2017.
- Un courrier de la gendarmerie a été envoyé aux référents de la participation citoyenne pour les informer d'une demi-journée de formation le 18 Novembre à Lyon 2 et qui se déroulera sous forme d'atelier, nous y sommes aussi conviés.
- Un courrier de SUEZ Eau France nous est envoyé afin de nous signaler un retard dans les envois de factures d'Eau.
- Monsieur Persin donne lecture d'un CV pour le remplacement de Karim.
- Il est attribué à la commune la somme de 922 euros dans le cadre des amendes de police
- Concernant les travaux de voirie de la Communautés de communes, des achats de panneaux sont nécessaires. Pour cela, des consultations seront faites avant de passer commande.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

